

Déclaration de la FSU 44 au CTSD du 13 octobre 2020



Mesdames et messieurs les membres du CTSD,

la FSU de Loire-Atlantique se réjouit de la tenue de cette instance en présentiel et ce sera peut-être le seul élément de réjouissance de la matinée. En effet nous dénonçons les conditions déplorables dans lesquelles s'est tenu le dernier CHSCT départemental. (démarrage sans quorum, problèmes techniques multiples, mépris envers les représentant·es des personnels) Nous ne pouvons accepter qu'un si grand nombre de points traités soient restés sans réponse de votre part. Et espérons que vous accorderez plus d'écoute à ceux que nous soulèverons aujourd'hui.

Si nous avons compris dès le mois de mai que les personnels de l'éducation nationale permettraient avant tout aux autres salarié·es d'aller travailler, nous pensions quand même que nos revendications de bon sens seraient reprises par un gouvernement et un président qui se targuaient d'un monde d'après différent de celui d'avant en nous expliquant quelle révolution est nécessaire pour l'atteindre. La réalité est tout autre et seul JM Blanquer a passé une rentrée dans la joie. La FSU a demandé un plan de recrutement massif d'enseignant·es pour alléger les effectifs, aider les élèves décrocheurs, soutenir les élèves en grande difficulté. Nous avons demandé la gratuité des masques pour les familles car cela a un coût difficilement supportable pour certaines catégories sociales. Nous avons demandé aussi des masques de type PE et non en tissus souple pour garantir aux agent·es la sécurité sanitaire. Enfin, nous avons rappelé la nécessité d'aider les collectivités territoriales à pouvoir remplacer les agent·es absent·es car ils et elles sont essentiel·les dans la gestion de la crise sanitaire. A toutes ces demandes de bon sens donc, la réponse a été : vous n'aurez rien ni moyens supplémentaires pour gérer les difficultés liées ou engendrées par la crise ni améliorations significatives de vos conditions de travail et salaire. C'est vrai que nous ne sommes pas membres du MEDEF et que nous n'avons pas nos entrées à l'Elysée. Quand le MEDEF obtient la suppression de l'impôt sur la production, on nous annonce un plan de rattrapage salarial qui passe de 500 à 400 millions avec comme ligne de mire ministérielle le mérite, les récompenses et le tableau d'honneur, tout ce qui fleure l'école des temps passés. La FSU tient à vous dire dès maintenant, monsieur l'Inspecteur d'Académie, que nous refuserons toutes réformes de nos ORS, statut et missions pour quelques euros de plus, toutes formes de chantage à l'augmentation de salaire.

Ce mépris et cette absence de reconnaissance sont très mal vécus par les enseignantes, les enseignants et dans les services. C'est pourquoi nous tenons à vous alerter de l'état de fatigue, de stress et de colère de nos collègues tous corps confondus.

Depuis la rentrée, très peu d'informations ont été diffusées aux personnels et aux familles sur le nombre de cas testés positifs à la covid 19 et aux nombres de cas contacts dans les établissements scolaires et de manière très hétérogène selon les écoles et les établissements. Ce manque de transparence sur un état régulier des contaminations diffuse un message flou et souvent erroné sur la situation auprès du grand public. Nous demandons qu'un point hebdomadaire nous soit transmis comme cela est fait dans les autres départements de l'académie. Se répandre dans la presse en disant que tout va bien ne masque par les réalités du terrain. Les personnels de l'éducation nationale méritent bien mieux que cela.

Dans les écoles, les enseignant·es supportent la crise du mieux qu'elles-ils peuvent. Leur professionnalisme est l'élément essentiel du bon fonctionnement des classes, de l'appétence des élèves aux apprentissages. La FSU ne comprend pas non plus que des revendications élémentaires n'aient reçu aucun retour positif: ouverture de classe à l'école maternelle Salengro à Rezé, RASED complets partout, aide à la direction, refus d'annulation des évaluations nationales déconnectées de la réalité de terrain... Cette rentrée exceptionnelle doit conduire à des décisions exceptionnelles sorties de la logique libérale d'économie de moyens, de faire mieux avec moins et de pressurer les personnels.

Une augmentation du nombre d'absence d'Assistant d'Éducation a été observée dans certains établissements du département. Ces personnels n'ont pas été remplacés par du personnel qualifié et supplémentaire. Dans certains

établissements, une demande de remplacement de ces AED, par tout personnel disponible et volontaire pour le faire a été formulée.

A-t-il été prévu un allongement de l'enveloppe de remplacement et/ou une organisation dans la gestion des ressources humaines pour assurer celui de ces personnels sans appauvrir les missions des autres personnels de l'établissement ? Qu'est-il envisagé pour la suite de cette année scolaire et la suivante afin de pallier les absences des AED en nombre plus important qu'à l'habitude ?

Nous devons vivre avec le risque de transmission de la COVID 19, les moyens doivent donc être donnés pour cela. Il n'est pas acceptable de voir la qualité du service publique dans l'Éducation Nationale être impactée par une absence de moyens pour faire face à cette crise sanitaire.

Concernant les stages de 3ème prépa-métiers, entre les recommandations orales du recteur sur le déroulement des stages des 3ème Prépa métiers en LP et les décisions individuelles prises par les chefs d'établissement ou laissées au libre arbitrage des équipes pédagogiques, quelle cohérence apporte-t-on et quel accompagnement à l'orientation propose-t-on réellement aux élèves de 3ème de LP ? Là encore la qualité du service public de l'Éducation Nationale, tant vantée par le ministère au moment de la réforme de la voie professionnelle est encore mise à mal par un manque de cohérence nationale, académique et départementale. Les conséquences se font sentir au niveau départemental : certains élèves auront eu la possibilité de faire des stages, moments très importants pour eux dans le choix de leur orientation, alors que d'autres n'auront pas eu cette chance ? Peut-on parler de chance lorsqu'il en revient aux services académiques d'apporter cette cohérence ? Par son manque de cohérence globale dans le fonctionnement des formations, l'Éducation Nationale produira des inégalités au lieu de les combattre comme cela est affiché.

Monsieur l'Inspecteur d'Académie, nous sommes alerté·es par la situation des enseignant·es de l'école de la Rabotière à Saint Herblain dont 10 sur 14 sont positif·ves au COVID. Si ces collègues ont contractés la maladie c'est ni plus ni moins car elles et ils ont fait leur métier : manger vite fait avant un conseil des maîtres·ses dans une salle trop exiguë car on leur a demandé de ne pas manger dans leur classe pour ne pas l'infecter. Par ailleurs, ne pas manger ensemble ne suffit pas à ne pas tomber malade puisque l'un·e des enseignantes absente le mardi, jour du conseil des maitres·ses, est positive elle aussi. Soyons certaines et certains qu'il n'y a pas de dôme de protection au dessus des écoles et que le virus s'y propagera comme c'est le cas dans les entreprises notamment. Encore une fois nous dénonçons l'absence de réflexion pour faire fonctionner l'éducation nationale malgré tout et pour nous permettre de faire notre métier dans de bonnes conditions et permettre aux élèves d'avoir une réelle continuité dans leurs apprentissages. Nous vous demandons de ne pas faire porter aux personnels la responsabilité de leur contamination mais de l'imputer au Ministre qui délibérément a fait le choix, cet été, de ne pas travailler avec les collectivités, de ne pas recruter, de ne pas donner plus de temps de préparation aux équipes, pour que les écoles et les établissements puissent fonctionner pleinement.

Notre responsabilité syndicale est de construire avec les personnels de l'éducation nationale et dans une unité la plus large possible une alternative à cette politique néolibérale qui accroît les inégalités sociales, démantèle les services publics, empêche l'émancipation des individus. D'autres solutions sont possibles, c'est le sens de la campagne sur l'École que va mener la FSU à partir de la fin novembre pour proposer un autre projet que celui du Grenelle des Professeur·es dont même le nom respire la naphtaline. Cette campagne offensive et pour la réussite de tou.tes les élèves sera ponctuée d'initiatives et la question de la grève est clairement posée. Nous n'attendrons pas 2022 pour continuer à nous opposer à ce gouvernement de régressions, les enjeux sont trop importants.